

Conférence

La démocratie suisse a des défauts. Comment les corriger?



Animé par Madeleine von Holzen (de dos), le débat a permis à des jeunes citoyens d'interpeller Pascal Couchepin, Ruth Dreifuss et Pascal Broulis.
Sophie Davaris

Le débat organisé à la Maison de la paix a attiré près de 400 personnes samedi après-midi

La démocratie suisse est solide mais elle a des défauts. Comment

les corriger? En garantissant l'égalité des forces politiques, en éduquant le citoyen, en maintenant la culture du débat... Voici quelques-unes des idées qui ont tenu en haleine près de 400 personnes samedi. Un public venu assister à une confrontation d'idées imaginée par Charles Kleiber et réunis-

sant professeurs, politiques, acteurs de l'économie et citoyens à l'Institut de hautes études internationales et du développement.

En amorce, un documentaire de l'ancien secrétaire d'Etat évoque la manière dont la mondialisation met à l'épreuve la démocratie. Les compétences des Etats

s'érodent, de plus en plus de décisions relevant d'organes non responsables démocratiquement.

Pourtant, nul ne remet en cause la démocratie. Pour Pascal Couchepin, elle correspond à notre culture, mélange d'héritage juéo-chrétien et des Lumières, et reste le système le plus conforme à la dignité humaine. Dans un monde instable, la démocratie semi-directe suisse fait figure d'oasis. Équilibrée, elle accorde une large place au débat et au citoyen, souligne le politologue Hanspeter Kriesi. Le constitutionnaliste Andreas Auer salue l'intensité de la vie politique: «On ne peut que se réjouir de voter sur la réforme des entreprises; cela ne va pas de soi ailleurs. La démocratie directe, on l'a sous la peau.»

Deux millions d'exclus

Pourtant, cette démocratie heureuse n'est pas sans défaut, observe Kriesi. La majorité peut écraser une minorité - les jésuites sont interdits en 1874, plus récemment les minarets. La règle de la citoyenneté exclut un quart de la population: sur huit millions d'habitants, deux millions d'étrangers ne votent pas. En outre, la démocratie peut être biaisée par l'exclusion des plus désavantagés et la domination des personnes bien formées. Les ressources inégales

«On ne peut que se réjouir de voter sur la réforme des entreprises; ailleurs cela ne va pas de

soi. La démocratie directe, on l'a sous la peau»

Andreas Auer Professeur de droit à l'Université de Genève et à Zurich des partis et l'opacité de leur financement n'arrangent rien, quand on sait que l'argent investi dans une campagne peut faire basculer un vote.

Ce n'est pas tout: «Les élites peuvent manipuler le peuple, en lui proposant par exemple de limiter l'immigration sans lui dire que c'est incompatible avec la libre circulation», glisse le professeur Kriesi. Elles peuvent aussi le court-circuiter. «La démocratie cède parfois à l'urgence: le sauvetage d'UBS a été décidé en petit comité, en un week-end.» Enfin, le système politique surcharge les citoyens, par le nombre élevé de scrutins et d'objets soumis au vote en même temps. L'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss ajoute que le peuple doit trancher sur des questions compliquées, parfois les yeux bandés, mal informé des conséquences de son vote (comme pour la RIE II).

Dans un climat favorable au dénigrement des autorités politiques, universitaires, intellectuelles, Andreas Auer s'inquiète des initiatives contraires aux droits de l'homme. Tibère Adler, directeur romand d'Avenir Suisse, aussi, qui juge trop bas le seuil de signatures pour lancer une initiative populaire: il fallait en réunir 50 000 en 1891, soit 7,7% du corps électoral, quand les 100 000 parafes aujourd'hui ne représentent

que 1,9% de cet ensemble. Gênant, car l'initiative, «mal contrôlée en amont et victime de son succès, joue sur l'émotion». Les deux hommes déplorent l'avènement des médias sociaux, bulles narcissiques qui ne permettent pas de se confronter à une pensée différente. En effet, leurs algorithmes nous guident vers des informations proches de celles que nous avons déjà lues.

Alors que faire? S'ouvrir au monde, garantir l'égalité des forces politiques avant un vote, admettre que le peuple peut se tromper et revoter, éduquer le citoyen, propose Hanspeter Kriesi.

Ode au consensus

Prendre garde à l'intégrisme démocratique, ajoute Andreas Auer, car le pouvoir de la majorité ne doit pas être mis au-dessus de tout. Mieux contrôler la validité des initiatives et relever le seuil de signatures, suggère Tibère Adler.

Et bien sûr, préserver des médias de qualité et maintenir la culture du débat, martèlent le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis et Ruth Dreifuss. «C'est constitutif d'une démocratie qui n'est pas simplement le règne de la majorité. Notre travail au Conseil fédéral consistait à mener des négociations pour arriver à un résultat qui rallie 70% du parlement et évite un référendum. Créer des majorités vastes en prenant en compte des avis différents, c'est ça, la spécificité de notre démocratie», conclut l'ancienne présidente de la Confédération, dans une ode au consensus.